



## LE SYNDICAT NATIONAL CGT-INRA NE PARTICIPERA PAS À LA RÉUNION DU 7 JUILLET MARQUANT LA FIN DE LA "CONSULTATION SUR L'AVENIR DE LA RECHERCHE"

Cette réunion a-t-elle d'ailleurs un sens alors que le gouvernement vient d'annoncer la création de 20 fondations pour la recherche, la création d'une agence nationale de la recherche (= agence de moyens), la suppression de 17.000 emplois de fonctionnaires ?

Quel sens ont toutes les prises de positions des uns et des autres, des réunions ici ou là alors qu'on ne peut ignorer qu'en fin de course c'est le ministère qui tirera les marrons du feu dans un contexte de restrictions budgétaires touchant en premier lieu les services publics....

Que vaut une consultation des personnels quand la directrice générale elle-même a fixé les grandes lignes de l'avenir de l'organisme et qu'elle a annoncé de ne pas se sentir « tenue » de suivre les conclusions du groupe de travail et quand le ministère a déjà élaboré dans le détail les indicateurs de performances évaluant et différenciant les organismes de recherche en vue de la LOLF (CTPM du 8 juillet 2004) ?

La CGT-INRA entend avoir une expression indépendante (publiée dans un 4 pages rendu public) issue de ses propres discussions collectives menées par des agents de toutes catégories. Par conséquent, elle tient à faire savoir qu'elle ne se sentira pas engagée par les conclusions ou la synthèse qui pourraient sortir de cette journée qui ne lui paraît pas réunir les conditions d'une assemblée indépendante de la direction de l'INRA bien au contraire.

*La CGT-INRA tient une fois encore à vous faire part de son engagement en faveur d'un service public de recherche effectué par des personnels titulaires et dénonce à nouveau toutes les tentatives de précariser la recherche et de recourir à des intermittents de la recherche pour son fonctionnement.*

## SUR L'EMPLOI, UNE FOIS DE PLUS...

Par quels bouts qu'on les prenne, les thésards travaillent pour la recherche même s'ils s'y forment... Ils travaillent au sens qu'ils dosent, mesurent, produisent, calculent, publient, exposent... toutes choses pour lesquelles les chercheurs titulaires sont payés... donc on ne saisit pas bien au nom de quel intérêt supérieur, les uns devraient avoir des garanties salariales et d'autres non !

Ce qui est vrai pour les thésards l'est a fortiori après la thèse. Les post-docs viennent pallier les insuffisances de recrutements, ni plus ni moins, le prétexte de les jauger ne tient pas : en fait, on diffère indéfiniment les recrutements parce que les possibilités de les recruter manquent ! **La thèse est en soi une évaluation sur les capacités à faire de la recherche.**

La précarisation des premières années de travail des jeunes chercheurs aboutit à des découragements, des départs à l'étranger, à la multiplication des sujets temporaires, etc. Tout ce qui a été à l'origine des manifestations du printemps dans la recherche. Rappelons que ce qui a mis le feu aux poudres, c'est la suppression par la ministre en charge de la recherche de 550 postes de titulaires "remplacés" par autant de CDD (chercheurs, ITA) à contrats de 3-5 ans ! **Supprimer les recrutements "précoces" en CR2, c'est pousser au désespoir des centaines de thésards, c'est gâcher tout le travail de formation entrepris, c'est accepter que la recherche tourne au bricolage des budgets comme des postes, etc !** La pérennisation, la généralisation de ce système serait un gigantesque gâchis sans aucune garantie de pouvoir en bout de course recruter les meilleurs, mais seulement les plus malins, les plus résistants ou les plus soutenus (par tel ou tel ou leurs parents encore à 35 ans ?) !

**Et c'est ce système que prônerait la majorité du conseil scientifique INRA, que prônent des personnes qui toutes bénéficient d'un statut à l'ombre duquel elles ont grandi jusqu'à devenir experts ou conseillers et que maintenant elles œuvrent à détruire ?**

Non contents de précariser totalement les débuts dans la recherche des "scientifiques sensu stricto", ils préconisent également d'en faire autant avec les ingénieurs de recherche ! Sur quelles assises, sur quel socle, sur quelle mémoire, sur quel savoir-faire, sur quelle continuité reposera la recherche publique si on laisse faire cela ?

A la course aux contrats en termes de fonctionnement des labos s'ajouterait la quête perpétuelle de main d'œuvre qu'il faudra sans cesse former, reformer, informer et qui s'en chargera quand il n'y aura plus de techniciens ou d'ingénieurs permanents ? Ceux qui ne considèrent pas le travail d'un doctorant comme un travail sont aussi ceux qui pensent que la recherche ne doit plus être un système permanent mais doit fluctuer au gré des aléas de la conjoncture, de la demande sociale, des consignes politiques ou autres etc, que la recherche ne doit plus être un système permanent au service de la communauté, du progrès social, de la connaissance... mais une trousse à outils et les outils ça se change, ça se jette, on en achète d'autres, etc.

Ça c'est la recherche publique conçue comme une agence de moyens dans laquelle viendront puiser les "acheteurs de recherche". Mais que restera-t-il dans le puits quand toutes les cartes seront rebattues tous les 3 ans ?

Quelles garanties de pouvoir mener à bien des travaux sur un sujet nouveau ou émergent si on ne peut même plus compter sur un minimum récurrent de moyens et des personnes ? Tout chercheur normalement constitué regarde ce qui s'est fait avant lui avant de se lancer...

Mais si on change de personnes et de lignes de recherche tous les 3-4 ans, où va la cohérence ? Que restera-t-il des stocks de connaissance scientifiques, qui assurera le basal, la continuité, les fondements ? Le risque est grand de se retrouver avec un magma de recherches conjoncturelles, risque reconnu et dénoncé par l'académie du Royaume-Uni après des années de précarisation à outrance et de défenestration de la recherche publique anglaise !

Ce qui vaut pour les chercheurs, pour les ingénieurs, vaut également pour les autres catégories d'acteurs de la recherche, les techniciens notamment : un troupeau doit être nourri toute l'année, il ne peut dépendre de trouver pour 3 mois, 1 an ou 3... un vacher, un porcher, etc.

Ne pas mettre à la porte les titulaires mais ne plus recruter que des personnels précaires ou pour les nouveaux recrutés, recourir à toute sorte de hors statuts de plus ou moins longue durée (CDD, post docs, etc.) comme à la Poste, aux Télécoms, de tout ou partie des personnels, **ça revient quoiqu'on s'en cache à préconiser la détitularisation.**

L'abandon du système fonction publique dans la recherche publique serait lourd de conséquences : le fonctionnaire est à l'abri des pressions (sociales, économiques, politiques, croyances...) pour accomplir son travail, celui qui est recruté sur contrat fragile ou sur une durée limitée tenu, qui plus est, par une obligation de résultat, quelle garantie sur l'impartialité et la finalité du travail ? C'est de la recherche à la petite semaine, ce sont les contrats de missions style Medef, c'est passer d'une philosophie du bien public à celle de service à la carte en fonction du client ! À ce compte-là quelle crédibilité aura encore la recherche publique dans 5 ou 10 ans ? Existera-t-elle encore en tant que telle car le mot public à un sens, il s'oppose à privé, pourquoi construire tout un système de recherche publique avec une logique contraire à sa raison d'être sinon pour l'annihiler ?

*C'est pourquoi mordicus la CGT-INRA s'opposera à toute tentative visant à introduire, normaliser, banaliser les CDD quels qu'ils soient, chercheurs ou ITA : la recherche publique ne peut l'être qu'avec des personnels publics titulaires, la meilleure des garanties de n'être intéressé qu'au bien public.*

**C'est d'ailleurs ce qu'exige la très grande majorité des personnels comme le groupe de synthèse est amené à la reconnaître.** C'est la détitularisation et la précarisation des embauches qui a conduit des milliers de personnels dans la rue au printemps 2004. Ceci est valable pour les ITA comme pour les chercheurs alors que certains laisseraient volontiers se dégrader la situation pour ces derniers. Des personnels titulaires dans le cadre d'un EPST (Établissement Public Scientifique et Technologique) qui à la différence d'un EPIC (Établissement Public à caractère Industriel et Commercial) n'ont pas d'obligation de rentabilité industrielle et commerciale. Nous avons lutté avec vigueur pour cela et nous le ferons encore si nécessaire.

*Ce n'est ni le rendement, ni le commerce ni le produit qui nous motivent, c'est le service rendu à la communauté. C'est trouver des moyens de diagnostic pour la vache folle, ce n'est pas vendre des kits de détections, c'est mettre en évidence les avantages et les inconvénients de l'alimentation pour la santé et non trouver des arguments de ventes aux uns ou aux autres, c'est utiliser la planète en la ménageant pas en la pillant et cela ne peut se faire à terme qu'avec des personnels à l'abri des pressions diverses et assurés de pouvoir conduire à bien leurs missions au service de tous.*